

<http://lipietz.net/Mirages-et-miracles>

La Découverte, Paris, 1985

Mirages et miracles

- Économiste, auteur - Livres -



Publication date: lundi 1er juillet 1985

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

[1985a] Livre - *Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde*, 188 pages. La Découverte, Paris. Publié avec le concours du CNRS. Deux tirages (5 500 expl.).

Extrait : Chapitre 1

(les notes entre crochets se réfèrent à la bibliographie de fin du livre, non disponible sur le web)

Questions de méthode

Je voudrais donc, pour commencer, mettre en garde contre deux de nos travers : déduire la réalité concrète de lois immanentes, elles-mêmes déduites d'un concept universel (l'impérialisme, la dépendance), et d'autre part - ce n'est que l'autre aspect du même biais - analyser chaque évolution concrète en fonction des exigences du sus-dit concept, en particulier, analyser les évolutions internes de chaque formation économique-sociale nationale comme l'exécution d'une partition sous la direction d'un maestro mondial, en admettant au mieux que le maestro n'est pas lui-même à proprement parler un (mauvais) sujet.

1. L'IMPÉRIALISME, OU LA BÊTE DE L'APOCALYPSE

Un intellectuel italien, Umberto Eco, revenu de bien des choses sans être revenu de tout, publia naguère un remarquable roman policier : *Le nom de la rose* [57]. Un Sherlock Holmes franciscain, Guillaume de Baskerville, y dénoue l'intrigue d'une mystérieuse série de crimes dans une abbaye du Moyen Âge. Les crimes semblent s'enchaîner comme les malédictions de l'Apocalypse. Suivant ce fil, Guillaume trouve l'assassin, le mobile, et constate cependant que chaque crime a sa raison propre, ses causes prochaines, qui n'ont bien sûr rien à voir avec l'Antéchrist. Mais (et c'est la suprême astuce du roman) :

- ▶ le « coupable » s'est lui-même convaincu qu'il suivait le plan de l'Apocalypse ;
- ▶ l'un des crimes au moins a été mis en scène en conséquence ;
- ▶ et, en dernière analyse, l'assassin a effectivement tenu le rôle de l'Antéchrist (en un sens évidemment très spécifique).

Et Guillaume (qui est bien sûr largement le porte-parole du très grand philosophe franciscain anglais du Moyen Age, l'un des fondateurs de la rationalité moderne, Guillaume d'Occam, mais aussi du fondateur de la sémiotique, l'américain C.S. Peirce) d'en déduire la vanité des lois générales, et la richesse des événements singuliers. Très belle histoire que ce roman, et quelle leçon pour nous ! N'avons-nous pas, à force de conceptualiser, généraliser, dogmatiser notre réflexion, inventé des Bêtes de l'Apocalypse, avec leurs caractères dont nous avons voulu déduire le déroulement futur de l'histoire concrète ? Ainsi, n'avons nous pas affirmé dans les années soixante que les lois immuables de l'impérialisme creuseraient inmanquablement l'écart entre les nations, polarisant toujours la richesse d'un côté, la pauvreté de l'autre ? N'en avons-nous pas déduit l'implacable succession des étapes du

développement ou du sous-développement ? N'avons-nous pas pronostiqué l'impossibilité du développement industriel des pays dominés ? Alors, quand, dans les années soixante-dix, l'Angleterre accéléra sa chute, les États-Unis entrèrent dans leur déclin, les nouveaux pays industriels prirent leur essor du sein de « l'arrière-cour » de l'impérialisme, qu'avions-nous à dire ?

Et certains de re théoriser aussitôt, de revenir à d'autres versets de l'Apocalypse, qui annonçaient un autre avenir aussi inéluctablement nécessaire. Et Bill Warren de repêcher ce vieux texte de Marx sur les chemins de fer en Inde, censés développer les rapports capitalistes aussi sûrement que les forces productives devaient entraîner le bouleversement des rapports de production. C'était pourtant l'une des plus mémorables bourdes de ce très grand prophète ! Et d'autres de re-conceptualiser l'histoire, et de diagnostiquer le déplacement du centre de l'économie-monde vers un point incertain autant qu'aquatique entre Tokyo et Los Angeles, et d'affirmer une nouvelle division internationale du travail sortie armée de pied en cap d'un obscur soubresaut du capital mondial. Et quand, vers 1980, les NPI entrèrent à leur tour en crise, on en vit d'autres encore, restés fidèles comme l'horloge arrêtée à la vieille division internationale du travail, sourire avec malice : « On vous l'avait bien dit. » Naturellement, je n'ai pas échappé à ces diverses tentations, cumulant parfois les trois...

Le fond de la question, c'est que, disait Lénine, « l'Histoire a infiniment plus d'imagination que nous ». Celle du genre humain j'entends, celle de ce « sujet objectif » (Kosik [94]) qui crée sa propre histoire, non comme un sujet doué de projet, mais comme un vaste corps composé de millions de sujets en lutte les uns contre les autres, avec leurs victoires et leurs défaites.

Sans parler de Mao Zedong, Marx lui-même nous avait également mis en garde, avec des accents très « nominalistes », contre la tendance au « réalisme des concepts », contre l'idée qu'il suffit, pour connaître le particulier, d'avoir saisi l'Universel. Universel qui n'est jamais que la systématisation, dans nos têtes, d'une expérience pratique accumulée dans le réel, en faisant abstraction du caractère concret de ce réel. Ainsi les concepts deviennent de nouveaux fétiches : « En langage spéculatif, le « fruit » devient la substance de la poire, de la pomme, qui deviennent alors des formes d'existence, des modes du fruit », dénonce-t-il dans *La sainte famille*. Or : « Autant il est facile, en partant des fruits réels, d'engendrer la représentation abstraite du « fruit », autant il est difficile, en partant de l'idée abstraite du fruit, d'engendrer des fruits réels. » Et encore, dans la première version du chapitre I du *Capital* [1], lier au concept de « mammifère » l'attribut de « vivipare », c'est se condamner un jour à devoir « demander pardon à l'ornithorynque ». Combien de fois nous faudra-t-il encore demander pardon à cette pauvre bête...

2. LES « HABITUDES DE L'HISTOIRE »

Est-ce à dire que, face à la liberté de l'Histoire, aucune connaissance rationnelle ne soit possible ? Aucune loi universelle, aucune nécessité, donc aucune science, aucune généralité, aucun concept ? Pour parler comme Adso, le Watson de Guillaume de Baskerville, toute loi limitant la liberté de Dieu, peut-on concevoir une nécessité tissée de possibles ?

À cette question, Guillaume (le vrai, d'Occam) répondait : oui. Parce que, d'une Part, Dieu dans sa liberté étant soumis à principe de non contradiction, tout ne peut pas arriver. Parce qu d'autre part, la puissance de Dieu se matérialise en création qui, elle, est bien réifiée, objectivée, donc régie par des régularités repérables, comme une « puissance conditionnée, l'habitude de la nature créée ».

Rassurez-vous, je ne vais pas faire un cours de théologie. Mais Spinoza ne disait-il pas « Dieu, ou si vous voulez la nature » et, ce faisant, ne distinguait-il pas « nature naturante » et « nature naturée » ? Et Marx, « ne connaissant qu'une Science, celle de l'Histoire », n'a-t-il pas lui aussi précisé : « Les hommes font leur propre histoire, mais sur la base de conditions données, héritées du passé » ?

Dès lors, si nous nous en tenons fermement à ce matérialisme dialectique, il existe un projet scientifique pour la connaissance de l'Histoire :

l'étude des *régularités* qui s'imposent dans les rapports entre les hommes, telles qu'ils les ont produites dans leurs luttes passées ;

l'étude des *crises* dans ces régularités, dues aux contradictions qui n'étaient que provisoirement résolues ;

l'étude du *changement* dans ces régularités, dû aux luttes présentes des hommes, pour ou contre leur liberté [2].

C'est dire que les concepts que nous utilisons ne sauraient tomber du ciel. Ils sont au contraire le produit de systématisation partielles d'un réel qui ne forme lui-même que partiellement système. Ils servent alors à reconnaître dans d'autres situations concrètes des traits généraux déjà éclairés par eux. Dès lors, ou ils s'avèrent pertinents et peuvent aider à la libération des hommes opprimés par les « habitudes de l'histoire » ; ou bien ils s'avèrent inefficients et doivent alors être modifiés et, s'il le faut, rejetés. Ajoutons qu'il en découle également que plusieurs systématisations partielles, plusieurs concepts, peuvent concourir à éclairer le même objet : aucun sectarisme, aucun fétichisme du concept n'est admissible dans l'analyse concrète.

Et c'est sans doute dans l'étude du système de l'économie mondiale que s'impose la plus grande prudence, système dont Charles-Albert Michalet [139] soulignait avec raison qu'il n'est lui-même qu'un processus de totalisation partielle. D'ailleurs, nous, économistes, n'en étudions que quelques aspects que nous nous flattons (avec quelque raison) d'affirmer « déterminants en dernière instance ».

Je souligne que cette prudence n'échappait pas à nos maîtres. J'ai cité Marx et Lénine, citons ces pères de la théorie de la dépendance, Cardoso et Faletto [30] : « Le concept de dépendance (...) prétend donner une signification à une série de faits et de situations qui apparaissent conjointement à un moment donné. (...) On cherche à instituer par son intermédiaire des rapports qui rendent intelligibles les situations empiriques en fonction du mode de connexion entre les composantes structurelles internes et externes. »

Il faut bien reconnaître, hélas, que le concept de dépendance comme ceux de modes de production, d'impérialisme, etc., ont vite fait de voler de leurs propres ailes, pour revenir fondre sur nous sous forme de systèmes qui, de serviteurs de la pensée éclairant le réel, sont devenus des maîtres qui obscurcissent le réel, ses spécificités, ses différences, ses transformations...

C'est pourquoi il ne faut jamais craindre, au nom d'on ne sait quel fondamentalisme, d'enrichir un concept, en particulier par d'autres concepts saisissant justement ce par quoi le réel se fait objet suffisamment stable pour être susceptible de conceptualisation. On peut seulement ainsi rendre compte des évolutions et des spécificités.

Prenons le cas du *mode de production capitaliste*. Un concept déjà très riche qui repère la stabilisation d'un certain système de rapports entre les hommes dans certaines contrées, à certaine époque. Nous en connaissons les tendances, les contre-tendances, les unes par l'observation, les autres par déduction logique.

Une des grandes contradictions de ce mode de production tient à son aspect « marchand ». C'est-à-dire que, si les capitalistes savent organiser la production dans leurs entreprises avec la plus grande minutie, et, moyennant « l'habitude et le calcul », y établir « la loi de fer de la proportionnalité » (Marx [1867, chap. XIV]), ils se comportent vis-à-vis du reste de la société comme des parieurs privé : leurs produits trouveront ou ne trouveront pas preneur à un prix rentabilisant la production (c'est le fameux problème de la réalisation). Et pourtant ça marche... sauf, justement, quand il y a crise. Etudier comment ça marche nécessite la production de nouveaux concepts. Plusieurs chercheurs français [3] ont proposé ceux de régime d'accumulation et de mode de régulation. Je les détaillerai un peu dans la suite de ce livre, mais je dois bien ici en dire un mot pour préciser leur statut méthodologique.

Le *régime d'accumulation* décrit la stabilisation sur une assez longue période de l'affectation du produit entre la consommation et l'accumulation, ce qui implique une certaine correspondance entre la transformation des conditions de la production et celle des conditions de la reproduction des salariés, mais aussi certaines modalités de l'articulation entre le capitalisme et d'autres modes de production, dans une « formation économique et sociale nationale », entre l'intérieur de la formation économique et sociale considérée et l'extérieur de celle-ci, etc.

Mathématiquement, un régime d'accumulation se décrit par un certain schéma de reproduction. Si un régime d'accumulation existe, c'est que son schéma de reproduction est cohérent : tous les régimes d'accumulation ne sont donc pas possibles. Or, bien sûr, rien n'oblige l'ensemble des capitaux individuels à venir se ranger docilement dans un schéma de reproduction cohérent. Il faut donc qu'existe une matérialisation du régime d'accumulation sous formes de normes, d'habitudes, de lois, de réseaux régulateurs qui assurent, à travers la routine du comportement des agents en lutte les Unis contre les autres (dans la lutte économique entre capitalistes et salariés, dans la concurrence entre les capitaux), l'unité du processus, le respect approximatif du schéma de reproduction. Cet ensemble de règles intériorisées et de procédures sociales, qui incorpore le social dans les comportements individuels (l'« habitus », concept popularisé par Pierre Bourdieu), c'est ce qu'on appelle *mode de régulation*. Ainsi, le régime d'accumulation dominant dans l'après-guerre, dans les pays de l'OCDE, régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse, s'accompagne d'un mode de régulation très différent du capitalisme du XIXe siècle. C'est ce qu'en hommage à Gramsci on appelle aujourd'hui *fordisme* (Coriat [48]).

Remarquons bien que tout mode de régulation ne peut réguler n'importe quel régime d'accumulation, et qu'en outre

un même mode peut se présenter sous des combinaisons assez différentes de *formes de régulation partielles*. Le « salaire indirect » n'a pas aux Etats-Unis l'importance qu'il a en Europe du Nord. Et surtout - c'est l'essentiel - l'émergence d'un nouveau régime d'accumulation n'est pas inscrite dans le destin du capitalisme, même si elle peut correspondre à certaines tendances repérables, et la stabilisation d'un mode de régulation n'est pas le produit des exigences d'un régime d'accumulation qui viendrait, du dehors de la caverne des idées platoniciennes, dicter ses lois aux ombres que nous sommes. Régime d'accumulation et mode de régulation sont des *trouvailles* de l'histoire de la lutte des hommes, des trouvailles qui ont réussi quelque temps parce qu'elles se sont révélées assurer une certaine régularité, une certaine permanence à la reproduction sociale. Mais, de même que la nature est pleine de bizarreries, ornithorynques, toucans, qui ont survécu sur une maigre souche entre les « équilibres ponctués » qui scandent l'évolution des espèces, de même l'histoire du capitalisme est pleine d'expériences sans lendemain, de révolutions résorbées, de prototypes sans suite, de pures et simples monstruosité. Inutile de chercher à calquer toute formation sociale sur la grille d'un régime d'accumulation adapté à une situation typique (comme ce que nous appelons le fordisme) : non seulement elle n'obéit pas forcément à ce régime d'accumulation, mais peut-être n'obéit-elle à aucun régime d'accumulation stabilisé. Elle est en crise, tout simplement [4].

3. LE FONCTIONNALISME DU PIRE

Ce que nous venons de dire sur la précarité des cas de fonctionnement satisfaisant du capitalisme, l'ampleur des contradictions à résoudre pour que puisse s'enclencher et se poursuivre sa reproduction, la nécessité de « trouver » un régime d'accumulation et de « monter » un mode de régulation qui lui convienne, bref le caractère bien plus improbable que nécessaire de l'existence d'un ou de capitalismes concrets, ne doit pas mener à penser *qu'a contrario*, « quand ça marche, c'est que c'est étudié pour », que le mode de régulation a pour « fonction » de faire marcher le régime d'accumulation, la sécurité sociale a été inventée « pour » faire tourner régulièrement la production de masse, etc. Simplement, un régime d'accumulation et des formes de régulation se sont stabilisés ensemble, parce qu'il permettaient aux rapports sociaux de se reproduire sans crise pendant un certain temps. Tout au plus peut-on pratiquer un certain « fonctionnalisme *a posteriori* », comme métaphorique : « Tout se passe comme si... », par exemple, le sous-développement de la périphérie avait servi à faire marcher le capitalisme au centre ! Nous arrivons ici à notre seconde mise en garde.

Nulle part ailleurs sans doute que dans la théorie des rapports nationaux, les tendances au fonctionnalisme, voire même à l'intentionnalisme, comme aboutissement d'une variété de systémisme, ne sont aussi évidentes et dommageables [5]. Ne parlons pas de Ricardo ni des tenants du théorème d'Heckscher-Ohlin-Samuelson, pour qui la division internationale du travail semble résulter de quelque conférence mondiale où, devant un parterre de politiciens ébahis, de brillants économistes auraient établi par $A + B$ que, compte tenu des productivités relatives, des préférences collectives et considérant la dotation initiale des facteurs, le libre jeu des forces du marché assurerait la répartition optimale de la production, chaque conférencier repartant ensuite chez lui convaincu non seulement des vertus du libre-échange, mais également assuré de la légitimité du lot échu à son pays de par la loi des coûts comparatifs, et enfin capable d'imposer à son pays d'accepter la spécialisation résultante.

L'immense mérite des théoriciens de l'impérialisme ou de la dépendance est d'abord d'avoir balayé le caractère apologétique de cette fable, d'avoir souligné que les différences empiriquement incontestables entre espaces économiques consistaient en différences de richesse et de pouvoir, et que ceux qui trouvaient intérêt à cet état de fait faisaient bien plus confiance, pour le maintenir ou l'imposer, à la poignée de main invisible de la corruption ou à la botte bien audible des militaires, qu'à la main invisible du marché.

Reprenant, contre celle de Ricardo, la tradition d'Adam Smith, les marxistes puis les théoriciens de la dépendance montrèrent avec raison comment l'existence d'un développement inégal du capitalisme entre les nations, puis la stabilisation d'une certaine structure d'échanges favorisaient l'accumulation la plus rapide dans quelques pays « avancés », en résolvant d'une certaine manière au profit du capitalisme de ces pays les contradictions du mode de production. En somme, il aurait existé comme un régime d'accumulation à l'échelle mondiale, par rapport auquel la polarisation centre/périphérie aurait joué un rôle régulateur. Et l'on a baptisé *impérialisme* soit cet état de fait, soit la

tendance à imposer ou reproduire de tels rapports internationaux qui favorisaient, d'une façon ou d'une autre, l'accumulation du capital des pays capitalistes les plus développés. Et l'on a baptisé *dépendance* la contrepartie de cet état de fait, ou de ces tendances, dans les pays au capitalisme moins développé.

L'impérialisme, la dépendance, en tant qu'états de fait, sont des réalités : on peut d'ailleurs donner le nom qu'on veut à une réalité. Mais de là à dire que ce régime s'était imposé (j'insiste sur l'impersonnalité de la forme grammaticale !) aux pays dominés parce que certaines zones devaient occuper la *fonction* de résoudre les problèmes du capitalisme, ou pire, que « l'on » avait imposé ces rapports de domination *dans l'intention* de les résoudre, il y a un pas.

Intentionnalisme ou fonctionnalisme, croyance en un sujet conscient imposant les exigences du centre, ou en une réalité immanente mondiale séparant aux fins de son propre fonctionnement le centre de la périphérie comme Dieu sépara le firmament des eaux, ce n'est là encore que question de style. Et il faut bien dire que le pas en direction du fonctionnalisme et de l'intentionnalité fut franchi hardiment, dès l'origine. Pour nous en tenir à l'école de la dépendance, il est franchi très subtilement chez Cardoso [29] : « Il n'existe pas de distinction métaphysique entre conditions externes et internes. En d'autres termes : la dynamique interne des pays dépendants serait un aspect particulier de la dynamique plus générale du monde capitaliste. Cette dynamique générale n'est pas cependant un facteur abstrait produisant des effets concrets ; elle existe par le biais tant des modes singularisés de son expression dans « la périphérie du système » que dans le mode d'articulation du capitalisme international. »

À s'en tenir à cette formulation prudente, il n'y aura que demi-mal. Pourtant déjà le réalisme du concept (l'idée qu'il existe une « dynamique générale » indépendamment de *notre* reconstruction intellectuelle de la cohérence partielle qui articule des myriades de dynamiques particulières) se fait systémisme (c'est le tout qui « s'exprime » dans les « modes singularisés » de son expression et dans l'articulation de ces éléments) et par là suggère, d'une part, un fonctionnalisme qui n'est pas ici explicite (encore qu'on ne soit pas loin de penser que la dynamique générale crée le mode dominé comme la fonction crée l'organe) et, d'autre part, un primat de fait des causes externes. Mais l'intentionnalisme et le fonctionnalisme du pire éclatent dès l'origine chez Baran (cité par Palma) : « Ce qui est décisif, c'est que le développement économique des pays sous-développés est profondément inamical pour les intérêts dominants dans les pays capitalistes avancés. » Position certes estimable de la part d'un intellectuel parlant du cœur de l'empire américain, alors à son apogée. Jugement qui ne manque certes pas d'arguments. Mais énoncé théorique d'une insigne faiblesse, base d'un tiers-mondisme simpliste contre lesquels les revanchards de la « nouvelle philosophie » pourront, trente ans plus tard, mobiliser la bonne conscience de l'homme blanc refoulant ses sanglots.

Je n'ai nullement l'intention de disculper les grands satans américains ou anglais, pas plus d'ailleurs que le petit satan français, ni ces grands satans plus abstraits que sont le capitalisme et l'économie mondiale. Je dis d'abord qu'il ne faut pas confondre le résultat avec *la cause de l'existence*, et un ensemble de régularités partielles qui « font système » avec un système qui se déploie. La formation de la division internationale du travail peut d'autant moins être pensée comme un système, volontairement ou fonctionnellement organisé, qu'à la liberté de l'Histoire, aux luttes de classes, à la concurrence des capitaux, dont nous avons parlé plus haut, s'ajoute le cloisonnement qu'introduisent le fait national et la souveraineté des États dans la reproduction des rapports sociaux.

L'État est en effet la forme archétypale de toute régulation : c'est à son niveau que se règle la lutte des classes, c'est la forme institutionnelle où se condense le compromis sans lequel les différents groupes, qui composent la communauté nationale (ou au moins territoriale), se consumeraient dans une lutte sans fin (non que la lutte ait une fin, mais en général les classes ne s'y consomment pas).

Affirmer que le capitalisme mondial se serait institué, d'emblée, comme un régime d'accumulation unique avec ses formes de régulation globale serait supposer qu'à l'échelle du monde se seraient établis en même temps des flux d'échanges réguliers, des normes sociales, des procédures codifiées et garanties par une souveraineté unique, éventuellement déléguée à des États locaux. Ce serait supposer que chaque compromis ou chaque déplacement du rapport de forces en un joint de la Terre correspondrait aux nécessités d'ajustement d'un système cybernétique doté d'une parfaite adaptabilité, d'une parfaite homéostasie.

Image aussi désespérante (en fait) qu'irréaliste. Le développement du capitalisme dans chaque pays est d'abord et avant tout le résultat de luttes de classes internes, résultant en ébauches de régimes d'accumulation consolidés par des formes de régulation adossées à l'État local. Dans ces formations sociales nationales, il peut se trouver que le rapport à l'extérieur, noué parfois bien antérieurement par certains agents (entreprises commerciales ou expéditions militaires), se révèle non seulement supportable mais utile à certains groupes dominants, et acquière une importance qui puisse devenir décisive dans le régime d'accumulation. Dès lors, la formation économique-sociale nationale ne

peut plus fonctionner sans ce type de rapport parce qu'il résout une ou des contradictions de son mode de reproduction. Et, de fait, ce type de rapport modèle les « habitudes » de la société locale, participe à sa régularité, en sorte qu'il apparaît « être là pour ça ». En réalité, certains rapports compatibles se sont combinés, et voilà tout. Il aurait pu en être d'autres, mais c'eût été une autre histoire.

Ce dont il s'agit dès lors, c'est d'*étudier pour elle-même chaque formation sociale nationale*, d'y repérer, avec les armes de l'histoire, de la statistique, voire de l'économétrie, la succession de ses régimes d'accumulation, de ses modes de régulation, de faire l'analyse concrète de leur essor et de leur crise, dans lesquels les rapports externes peuvent avoir un plus ou moins grand rôle.

La stabilisation d'un régime d'accumulation et d'un mode de régulation ne doit évidemment pas être analysée en fonction de sa pure logique économique. De telles trouvailles sont les fruits de processus de luttes sociales et politiques, qui se stabilisent en *système hégémonique* au sens gramsciste du terme, c'est-à-dire en alliance de classes, fondées sur un consensus plus ou moins mêlé de coercition, incorporant dans le cadre du régime d'accumulation les intérêts dominantes et parfois, partiellement, ceux des classes dominées.

Cette analyse fut souvent menée pour les pays du centre, mais les traits du fonctionnement de la périphérie (d'ailleurs appréhendée comme une réalité homogène, alors que les situations y sont infiniment différenciées) furent généralement traités comme de pures *conséquences* des exigences du centre [6] !

Est-ce à dire qu'il n'y a nulle intervention satanique (l'impérialisme en tant que pratique intentionnelle) dans le « maldéveloppement » de certains pays de la périphérie, et que les régimes d'accumulation nationaux sont seulement juxtaposés sans former système ? Nous retrouvons les questions de Guillaume de Baskerville face aux méfaits du mystérieux Antéchrist. Si finalement il dénoue l'intrigue, c'est bien qu'il a recherché à chaque fois l'enchaînement des causes, le rapport entre les signes et que chaque situation est particulière. Reste qu'en un sens tous les crimes sont pris dans les contradictions de la même institution bénédictine, dans leur tendance très particulière à engendrer l'Antéchrist. Quant à la main *directe* de Satan... ça dépend des crimes.

Je n'en dirai pas plus pour ne pas déflorer le roman. Mais cette double réponse me semble également valable dans le cas de l'impérialisme. Comme il existe des contradictions générales du capitalisme (qui ne se manifestent d'ailleurs pas de la même manière et avec la même importance selon le régime et le mode de régulation dominants) et que le capitalisme « fonctionne », si l'impérialisme peut apporter une solution, même provisoire, à ces contradictions, et si enfin tel ou tel enchaînement de causes concrètes a pu engendrer et développer des embryons de rapports impérialistes, alors il est légitime de dire que l'impérialisme s'est développé en résolvant au profit de certains capitalismes nationaux les contradictions générales. Il n'a pas été « créé pour les résoudre » mais il a continué à exister, il s'est développé *parce que*, de fait, il les résolvait. Il pourra disparaître, se modifier, ou tenir « par habitude » si d'autres solutions sont trouvées à ces contradictions, ou si d'autres contradictions se développent. En ce sens seulement, on peut dire que, les choses étant ce qu'elles sont, et l'Histoire ayant pris ses habitudes, « il a pour fonction » de résoudre ces contradictions (ce qui ne veut pas dire d'ailleurs que cette « fonction » soit responsable de tous les malheurs du tiers monde).

De même que le fabricant de machines-outils cherche à faire des affaires et non pas à tenir sa place dans la « section I », mais remplit quand même cette fonction, des alliances de classes dans certains pays ont cru trouver profitable pour elles, ou ont été contraintes par la force, d'adopter des rapports internationaux qui font tenir à leur pays la fonction d'une périphérie. Et on peut dire que oui, à partir du moment où se stabilisent des rapports centre/périphérie, il existe alors comme un régime d'accumulation mondial (ou une « division internationale du travail »), avec ses formes de régulation bien particulières (expéditions, guerres, traités internationaux, accords de sous-traitance, système financier international, etc.).

Comment concilier alors « régimes d'accumulation nationaux » et « régime d'accumulation mondial » ? Comme dans la dualité onde/particule, ce sont deux aspects des choses dépendant du regard que nous posons sur elles. Ainsi, le « commerce triangulaire » caractérisait aussi bien certains traits du régime d'accumulation espagnol que certains traits du régime de l'économie-monde de l'époque mercantiliste, et ce que j'appellerai « fordisme périphérique » caractérise à la fois certains NPI et certains aspects de l'économie mondiale des années soixante-dix [7]. Mais, dans la réalité des choses, les luttes et les compromis institutionnalisés se livrent principalement dans le cadre national, d'où la priorité méthodologique à l'étude de chaque formation sociale pour elle-même (dans son rapport à l'extérieur) ou, pour reprendre les termes d'un vieux débat, la « primauté des causes internes ».

Arrêtons-nous ici. On dira, j'entends bien, qu'il n'est point d'extérieur qui ne soit intérieur, et que d'un jeune État on ne saurait sans rire surestimer la loi ; qu'au poids du capital des frontières incertaines ne sauraient opposer de forces

souveraines. J'y consens. Nous avons vu, au Chili, en Pologne, en Afghanistan, chaque jour en Afrique, en France même, sous Vichy comme au temps des Armagnacs et des Bourguignons, combien les interventions étrangères, leur simple menace même parfois interfèrent de manière décisive souvent avec les luttes locales. Mais justement. Assimiler les couches dominantes des pays dominés à de simple fantoches de puissances étrangères, ou opposer « la bourgeoisie mondiale » aux « peuples du monde », n'est ce pas toujours faire l'impasse sur l'infinité des intérêts divergents que notre esprit peut bien regrouper en faisceaux de forces, mais qui dans la réalité matérielle ne poursuivent que des intérêts locaux, c'est-à-dire localement matérialisés [8], et qui (toujours dans le réel) ne s'intègrent que partiellement en expression globalisée, à travers la forme État justement ? Qu'il arrive aux frontières de se dissoudre sous le poids des intérêts économiques ou des poussées idéologiques transnationales ne doit pas faire oublier que la forme stable d'intégration de ces poussées et de ces intérêts reste encore aujourd'hui cette forme État (que tous les territoires n'ont d'ailleurs « pas encore » atteinte, même s'il semble à d'autres qu'elle soit « déjà » dépassée).

Ne peut-on alors aller jusqu'à dire que des agents déterminés, États extérieurs ou compagnies, sachant que cela résolvait certains problèmes, ont délibérément créé ou maintenu des rapports impérialistes ? Bien sûr que oui, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Il y a eu, il y a, il y aura des guerres, des coups d'État fomentés pour maintenir ouverts des marchés, pour mettre la main sur des matières premières, pour conserver le contrôle d'une main-d'oeuvre mal rémunérée. Mais s'en tenir aux cas patents d'intervention machiavélique de groupes dominants des pays centraux pour expliquer le destin de nations dominées, c'est prendre une forme particulière pour le cas général, c'est surtout considérer un état de fait caractérisé par certains rapports économiques comme la résultante d'actions intentionnelles venues d'un secteur limité et visant ce résultat. Alors qu'il s'agissait bien souvent d'actions visant des buts extra-économiques voire des buts contradictoires avec le résultat, et que ce résultat est avant tout le produit de conflits intérieurs, d'un consensus plus ou moins mêlé de coercition en faveur du « choix » d'un certain régime d'accumulation. « Choix » qui, dans chaque cas particulier, conduit la formation sociale nationale considérée vers une place nullement prédéterminée dans une hiérarchie des nations. Hiérarchie qui, aussi stable qu'elle nous apparaisse et pour cohérente qu'elle soit dans son fonctionnement, n'est elle même que le produit d'une histoire hasardeuse.

L'approche en termes « d'exigences du capitalisme central » ne nous dit rien sur les succès de l'Amérique du Nord, du Japon, ou de la Prusse, ni sur les échecs de l'Amérique latine ; elle ne nous dit rien sur les destins relatifs de l'Australie, du Canada ou de l'Argentine ; elle nous trompe sans doute largement, et sur l'Argentine, et sur le Canada. La question ne se pose évidemment pas de la même manière dans le cas des colonies, ces territoires sans État, soumis (avec des résistances non négligeables, et donc des compromis) à la politique de la métropole : leur « fonctionnalité » aux exigences du groupe dominant métropolitain est évidente (encore que l'Espagne ne savait sans doute pas ce qu'il lui en coûterait d'avoir de telles colonies !). Elle ne se pose pas de la même manière non plus dans le cas des régions [9]. La question se pose surtout pour les États formellement indépendants, avec un champ de lutte des classes relativement autonome.

Tel était le cas des ex colonies d'Amérique latine dès le début XIXe siècle, comme de certains dominions britanniques, en particulier le Canada et l'Australie, à la fin du siècle. Or, très significativement, lorsque A.G. Frank [72] pose la question, il tient d'abord le langage de l'Apocalypse (« [Dès les années 1820], *Bolívar et Cuning* formulaient l'un et l'autre le procès historique du destin réservé à l'Amérique latine, sinon par la Providence, du moins par le développement du capitalisme mondial ») puis se doit de revenir fort justement au langage de l'enquêteur concret, nous détaillant le rôle clé de la défaite de la bourgeoisie « nationale », orientée vers le développement manufacturier, devant la bourgeoisie libérale s'appuyant sur le secteur d'import-export. Que serait-il arrivé si la lutte avait tourné à l'avantage des premiers ? Il y aurait peut-être une Prusse, un Japon en Amérique latine. Mais qu'est-ce que le « développement du capitalisme mondial » vient alors faire dans cette histoire ? Rien d'autre que tenir le rôle d'un concept saisissant, résumant dans nos têtes le résultat de processus concrets. En aucun cas, une cause promettant un « destin » à qui que ce soit en particulier.

4. POUR CONCLURE : SE MÉFIER DE « LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL » ET DES

ÉTIQUETTES

Reste que, si aucun destin immanent ne condamne telle nation à occuper telle place dans une division internationale du travail les contradictions immanentes du capitalisme trouvent (j'insiste sur la notion de « trouvaille » !) à certaines époques une solution provisoire dans certains types d'écart, de différences quant au régime d'accumulation entre les différentes formations sociales nationales. Dans ces périodes-là, même si les places ne sont pas préaffectées, le *champ* des places disponibles, c'est-à-dire la gamme des régimes d'accumulation nationaux compatibles les uns par rapport aux autres, n'en existe pas moins. Les classes dominantes des différents pays ont sous les yeux des « modèles », celles des nations dominantes rêvant de plier les autres nations, dominées ou encore autonomes, au statut périphérique déjà mis au point en d'autres circonstances. Il y a de alliances sociales au sein de ces dernières développant, selon les conditions de la lutte des classes interne, des stratégies pouvant les mener à la dépendance ou à l'autonomie. Mais toutes les formations sociales nationales ne peuvent être « dominantes » en même temps.

Nous ne cherchons pas ici à faire rentrer par la fenêtre le fantôme du capitalisme mondial que nous avons chassé par la porte. Encore une fois, ce qui « se trouve faire système », et que notre intellect peut identifier comme système justement à cause de sa stabilité provisoire, ne doit pas être conçu comme une structure finalisée, un ordre mis en place *en vue* de sa cohérence. Oui, il est relativement cohérent, mais, s'il ne l'était pas, on déboucherait sur un affrontement international et on ne parlerait plus de système. Cette cohérence n'est qu'un effet d'interaction entre plusieurs processus relativement autonomes, un effet de complémentarité et d'antagonisme provisoirement stabilisés entre les divers régimes d'accumulation nationaux. Le rapport « centre/périphérie », pour reprendre une conceptualisation répandue, n'est donc pas directement un rapport entre Etats ou territoires au sein d'un processus unique. Il est bien plutôt un rapport entre processus, entre processus de luttes sociales, entre régimes d'accumulation, plus ou moins autocentrés ou extravertis. Ce rapport entre procès obéit à des contraintes de compatibilité du même type que celles qui régissent le procès de mise en valeur des capitaux dans un schéma de reproduction : la production de biens d'équipement mondiaux doit être égale à la demande mondiale de ces biens d'équipement, etc. Comme nous le savons, les schémas « utiles » pour résoudre les contradictions du capitalisme ne sont pas ceux où chacun produit et échange à peu près la même chose.

Il y a donc bien inégale allocation du travail mondial et de son produit selon les différents pays. Et c'est cela qu'on peut appeler la division internationale du travail, terme dont nous mesurons bien à présent le caractère trompeur, et sans doute délibérément confusionniste, qu'il relève, comme celui de « socialisme réellement existant », de l'apologie ou de la dérision.

Parler de division internationale du travail, c'est trop souvent suggérer que le travail est internationalement réparti selon la « loi de fer de la proportionnalité », comme l'ordre qui règne à l'intérieur des unités de production capitalistes, en fonction de quelque principe d'optimalité organisationnelle. Or, la division internationale du travail ressemble infiniment plus à la division qui règne *entre* les unités capitalistes, division d'où certes résulte un certain ordre (les fameux « schémas de reproduction »), mais à travers « l'arbitraire déréglé » de la concurrence, de la guerre de tous contre tous, des coups bas et des rapports de domination. De même, la division du travail réellement existante entre les nations n'est que le produit des efforts des unes pour contrôler ou se libérer des autres, des efforts acharnés de telle ou telle alliance de classes pour l'autonomie nationale, ou au contraire des politiques d'abandon menées au sein de chacune d'entre elles. Elle n'est pas une exigence du capitalisme mondial (si ce n'est que l'existence de celui-ci requiert logiquement l'existence d'une régularité quelconque dans l'allocation du travail). Elle est encore une fois une « trouvaille » - ou plutôt même la *rencontre* de trouvailles, de résistances, ou d'adaptations de ces trouvailles.

Certes, nous verrons que certains groupes économique-financiers monopolistes cherchent effectivement à se déployer sur le damier des nations (ou des régions) « inégalement développées », en segmentant le procès de travail de leur branche sur des bassins d'emplois caractérisés par des modalités différentes du rapport salarial (conditions de vente et d'usage de la force de travail). Elles organisent bien consciemment, à l'intérieur d'elles-mêmes, une division géographique du travail, et il est vrai que la généralisation de ces pratiques consolide une nouvelle division internationale du travail. Il ne faut cependant pas en conclure que le champ de cette nouvelle division internationale du travail soit le produit de la seule activité organisatrice des firmes multinationales. En réalité, ce champ ne se structure que parce que ce projet des firmes multinationales croise l'ambition des classes dominantes de certains États nationaux de jouer la carte de ce que l'on appellera la « stratégie de substitution

d'exportation », et dont nous verrons qu'elle correspond à plusieurs régimes d'accumulation internes « (taylorisation primitive », « fordisme périphérique »). Les études rassemblées par l'équipe C.A. Michalet montrent même que l'établissement d'une nouvelle division internationale du travail n'était même pas en général le *mobile* de la délocalisation de certains segments du processus productif par des firmes multinationales. Beaucoup plus souvent il s'agissait tout bêtement, pour des capitalistes du centre, de contourner une barrière douanière, érigée par un pays de la périphérie, afin d'y écouler des produits manufacturiers, conformément à la logique de la « vieille » division du travail !

Un dernier mot sur le caractère objectif des places dans le « champ » du développement inégal des formations sociales nationales. Il est assez facile d'en donner une description stylistique selon la conceptualisation adoptée pour décrire le champ « centre de l'économie-monde/semi-périphérie/périphérie », « pays développés » / « pays sous-développés », « exportateurs de matière première/pays industriels » ou encore pays « aut centrés » ou « extravertis », « sous impérialismes », « NPI », etc. Il est beaucoup plus difficile et très souvent nuisible d'attribuer l'une de ces étiquettes à un pays donné, ou pis encore de décrire ce pays à partir de l'étiquette qu'on lui a ou qu'il s'est attribuée.

Car, d'une part, le « champ » est lui-même variable avec la modification des régimes d'accumulation dans les différents pays (et donc avec le régime international dominant). Ce qui ne signifie pas seulement que l'un prend la place de l'autre, que le « centre de l'économie-monde », pour parler comme Wallerstein [186] et Braudel [28], se déplace d'un pays à l'autre. C'est la texture même du champ qui varie ; le « centre » fut autrefois une ville (Venise, Amsterdam), puis un pays (l'Angleterre, les États Unis), mais pourquoi n'y aurait-il pas plusieurs centres, pourquoi le système ne s'organiserait-il pas plutôt sur un réseau qu'autour d'un centre ? Pourquoi chercher absolument à retrouver un prédécesseur à l'Angleterre ou un successeur aux États-Unis [10] ?

Mais, chose plus grave encore, dans la réalité, le champ se présente comme un *quasi-continuum* de situations, c'est-à-dire de régimes locaux et de modes d'insertion dans l'économie mondiale. Certains pays apparaîtront comme *typiques* d'un certain régime d'accumulation interne et d'un certain mode d'insertion, et c'est par similitude avec ces cas typiques que l'on tendra spontanément à regrouper les nations. Une fois cette classification opérée (sans que jamais l'on puisse s'entendre sur la répartition exacte des nations entre les différentes catégories !), on aura tendance à considérer que c'est la catégorie abstraite qui détermine les traits spécifiques de chaque pays. On rangera alors l'Argentine dans la même catégorie qu'une république bananière des Caraïbes [11], parce qu'elle « exporte surtout dès matières premières », et on sera bien embêté par le Canada. Or, pas plus que les classes sociales chez Boltanski [20], les situations nationales ne sont séparables par des barrières classificatoires, en fonction de caractéristiques qui résumerait l'essence de leur situation dans les rapports internationaux. Encore une fois, il existe des cas typiques, des « centres » et des « périphéries » par excellence, et des proximités mises en valeur par l'étude théorique, ou par quelque critère empirique (les « NPI »)... ou par un mouvement d'autodésignation, comme dans le cas de « l'OPEP », du « groupe des 77 ».

Quand une classification est couramment admise, elle prend une réalité objective, ne serait-ce que parce que les « classés ensemble » rechercheront des comportements d'alliance avec leurs « congénères » pour défendre leurs « intérêts communs », comportements qui peuvent d'ailleurs être remis en cause par la prise en compte d'autres caractéristiques, justifiant d'autres alliances. De cette réalité des solidarités politiques, dans la reconnaissance mutuelle d'un sort grossièrement commun, il faut bien entendu tenir compte. Mais le désastre commence quand l'étiquetage fait oublier l'analyse concrète, quand s'ouvrent les débats métaphysiques pour classer tel ou tel pays dans telle ou telle case sous prétexte qu'il est déjà « assez extraverti », qu'il « exporte tant de matières premières » ou « si peu de biens d'équipement »... Le désastre est à son comble quand on déduit les caractères essentiels d'un pays de la case qui lui est traditionnellement attribuée, que l'on déduit une politique de cette case, que l'on se met des oeillères pour ne plus reconnaître dans la réalité concrète d'un pays que ce qui correspond à sa case (la mainmise de firmes étrangères sur le secteur exportateur, etc.).

Méfions nous des étiquettes, méfions nous de la « division internationale du travail », et voyons plutôt comment « marche » chaque pays, ce qu'il produit, pour qui, comment, quelles y sont les formes du rapport salarial, quels régimes d'accumulation successifs s'y sont déployés et pourquoi... Et soyons très prudents quand nous tentons de « jeter un filet » sur le monde pour saisir les rapports établis entre les régimes d'accumulation des diverses formations sociales nationales.

[1] Publié par DORGNIN [54] : « Si je dis : le droit romain et le droit allemand sont l'un et l'autre des droits, cela se comprend de soi-même. Mais si je dis : le droit, cette chose abstraite, se réalise dans le droit romain et dans le droit allemand, c'est-à-dire des droits concrets, l'interconnexion devient alors mystique. » Avertissement méthodologique non sans conséquence politique : car ce qui est en jeu, c'est la capacité d'analyse historique. Comparant la prolétarianisation de la paysannerie en Russie et dans l'Empire romain, Marx écrit, contre Mikhaïlovski : « Des événements d'une analogie frappante, mais dans les milieux historiques différents, amenèrent des résultats tout à fait disparates. En étudiant chacune de ces évolutions à part, et en les comparant ensuite, l'on trouvera facilement la clé de ces phénomènes, mais on n'y arrivera jamais avec le passe-partout d'une théorie historico-philosophique dont la suprême vertu consiste à être supra-historique. » Ou encore, écrit Engels à C. Schmidt[[Lettre à C. Schmidt du 12 mars 1895

[2] Pour plus amples considérations, voir Lipietz [125].

[3] Voir AGLIETTA [1], CEPREMAP [40, 41], BOYER et MISTRAL [24], LIPIETZ [114, 119] MAZIER, BASLÉ, VIDAL [138], BOYER et al. [25].

[4] Malléabilité des concepts : on peut dire qu'une économie traverse une grande crise quand son mode de régulation n'assure plus la stabilité de son régime d'accumulation, Mais après tout, le monde ne s'arrêtant pas de tourner pendant la crise (par exemple depuis 1973), on peut aussi, pourquoi pas, parler de « régime de crise », comme certains parlent de « développement dépendant ». L'essentiel est de savoir jeter un concept quand il a trop servi.

[5] Dans *Le capital et son espace* [112], j'ai esquissé une revue critique de ces théories telles qu'elles s'affrontaient au début des années soixante-dix. Je laisse au lecteur malveillant tout le soin d'y vérifier si je m'en tenais alors aux sages préceptes de ce chapitre...

[6] Mis à part l'ouvrage canonique du jeune Lénine sur *Le développement capitalisme en Russie*, dont Louis Althusser recommandait jadis la lecture avant tout texte théorique marxiste, les premiers travaux analysant explicitement des pays dominés dans leurs propres régimes d'accumulation et leurs modes de régulation successifs sont ceux de Carlos OMINAMI [155] et R. HAUSMANN [83] (dont on trouvera une contribution sur leurs pays respectifs dans BOYER et al. [25]). Nous verrons comment certains auteurs de l'école de la dépendance, en particulier J.M. CARDOSO DE MELLO [32], et F.H. CARDOSO lui-même, se sont orientés dans la même direction.

[7] Comme on le verra, ce « couplage » aura des effets variés, pas tous et pas toujours négatifs, sur les peuples travailleurs des NPI et de l'Occident industrialisé. En revanche, même s'il est des intérêts occidentaux pour se nourrir de la famine au Sahel, il serait abusif de réduire la situation des États sahéliens à une conséquence du pillage actuel de leurs richesses

[8] De même, la physique moderne préfère aujourd'hui s'en tenir au principe de « localité » (les influences lointaines ne s'exercent que par une modification locale du champ), contre la conception newtonienne (aux origines assez mystiques) de l'action des forces à distance.

[9] . Encore qu'il existe bel et bien des formations sociales régionales : (j'ai parlé à la suite d'A. Rist d' « armatures régionales » [112] capables de dynamiques internes spécifique, et capables de négocier avec l'État national les conditions de la stabilité de leurs compromis locaux. Ce qui est vrai pour un petit pays centralisé comme la France l'est encore plus de fédérations-continentales comme l'Inde ou le Brésil !

[10] À l'origine de ma réflexion sur l'espace (LIPIETZ [III]), j'avais relevé la variété, la variabilité et l'indépendance relative des topologies, de « spatialités » propres aux divers rapports socio-économiques et à leur articulation, tout en me ralliant à un schéma (armatures régionales/formation sociale nationale/bloc multinational) assez peu différent du schéma de « l'économie-monde » tel que le décrit F. BRAUDEL [1980, volume III] avec une prudence et une subtilité qui n'ont, malheureusement, pas toujours fait école chez ses admirateurs. Ainsi, la configuration typique de l'économie-monde centrée sur l'Angleterre au XIXe siècle semble être devenue le schéma universel auquel doit à l'avenir se plier toute situation concrète (sauf à la rigueur pendant les « guerres de succession »). Au lieu de chercher aujourd'hui le fameux centre entre le Japon et la Californie, ne pourrait-on pas revenir de Wallerstein au Braudel de *La Méditerranée à l'époque de Philippe II*, ou même au « siècle sans Rome », où le capitalisme naissant n'avait pas d'autre épine dorsale que le réseau des foires de Champagne ? Les amateurs de prophétie seront bien inspirés de méditer celle du jeune Karl Marx, dans la *Nouvelle Gazette rhénane* (1850 !) ... « L'océan Pacifique jouera à l'avenir le même rôle que l'Atlantique de nos jours et la Méditerranée dans l'Antiquité : celui de grande voie d'eau du commerce mondial, et l'océan Atlantique tombera au niveau d'une mer intérieure, comme c'est le cas aujourd'hui de la Méditerranée. »

[11] Ou, plus généralement, toute l'Amérique latine avec l'Afrique et l'Asie dans le sac « sous-développé ». Un Argentin croit déjà découvrir le

sous-développement quand il arrive au Mexique, que dirait un Malien arrivant à Buenos-Aires ?